

*Le budget*

mer la pauvreté, d'enseigner à lire aux gens et de fournir des abris et des emplois. Ils veulent que nous les écoutions, que nous collaborions avec eux, que nous les faisons davantage participer tant à l'établissement de notre politique qu'à la réalisation de nos objectifs.

Au cours des prochains mois, le gouvernement sera en pour-parlers avec les provinces, notamment sur la question des paiements de transfert au titre de la sécurité sociale. Ces discussions influenceront grandement sur l'image future du Canada. Elles doivent être guidées par l'idéal que nous visons pour le Canada et que nous avons les moyens d'offrir à nos enfants.

Il serait irresponsable et franchement stupide de ne pas tenir compte de ce dernier point. Toutefois, il serait tout aussi irresponsable de ne pas viser d'idéal national, sans compter que ce serait abdiquer notre responsabilité envers ceux dont la vision et la détermination ont fait que notre pays est en général reconnu aujourd'hui comme l'endroit au monde où il fait le mieux vivre.

Que demander de plus? Il faut cesser de nous dénigrer nous-mêmes et de nous dénigrer les uns les autres. Toute cette histoire de crise et de catastrophe ne devrait pas nous faire perdre de vue la crédibilité et l'impartialité des Nations Unies comparativement à quelque analyste du *Wall Street Journal*.

• (1150)

Nous avons un problème de dette et de déficit et nous allons le régler. Notre pays est riche, sûr et généreux, et promis à un brillant avenir. A ceux qui prétendent le contraire, je recommanderai, comme dirait mon fils de 10 ans, de se mettre au parfum.

**M. Jim Abbott (Kootenay—Est, Réf.):** Monsieur le Président, les libéraux parlent constamment de réduire lentement le déficit.

Je me demande si le député a une hypothèque sur sa maison. En supposant que oui, comme probablement 90 p. 100 des Canadiens, il sait sans doute que lorsqu'il a commencé à rembourser son emprunt hypothécaire—supposons de 50 000 \$, avec des mensualités de 500 \$—très peu d'argent allait au capital. La majeure partie de ses 500 \$ servaient à payer des intérêts. Je me demande si le député a pu un jour, grâce à un héritage ou au travail acharné, consacrer en une seule fois 10 000 \$ au remboursement de cet emprunt. Si oui, il aura constaté que, tout à coup, une plus grande part de chaque mensualité allait au remboursement du capital.

En d'autres mots, réduire lentement le déficit ne fonctionne tout simplement pas. Pour éviter que le déficit continue d'alourdir le fardeau de la dette, il faut prendre des mesures rapides et énergiques pour ne pas en arriver un jour à ne plus être capable de payer nos programmes sociaux et pour ne pas nous retrouver dans la situation prévue et planifiée par le gouvernement où les paiements d'intérêts passeront de 38 milliards de dollars à un peu moins de 51 milliards de dollars, ce qui nous laissera 13 milliards de dollars de moins à consacrer à nos programmes sociaux.

Il y a certainement quelques députés libéraux qui ont réussi à faire un paiement important sur leur prêt hypothécaire pour réduire le capital à rembourser. Je me demande si le député peut comprendre que cet exemple s'applique aux finances du Canada et que ce serait là un bon moyen de protéger le financement de nos programmes sociaux.

**M. Scott (Fredericton—York—Sunbury):** Monsieur le Président, je remercie le député de Kootenay—Est pour sa question.

Je connais la pénible expérience des emprunts hypothécaires. Je ne plaisantais pas lorsque j'ai dit que mon banquier savait que je n'étais pas obsédé par les dettes. Cela étant dit, je ne pense pas que, pour réussir à verser un acompte important sur le capital de mon prêt hypothécaire, j'accepterais de priver ma famille de nourriture ou de renoncer au régime d'épargne—études de mes enfants ou encore à mon assurance—vie.

Il faut aborder la question sous un angle très pratique et logique. Peut-être est-ce un problème régional, je ne sais pas, mais nous entendons jour après jour nos vis-à-vis, surtout les réformistes, affirmer que nous n'allons pas assez vite. En tant que Canadien des provinces atlantiques, je peux dire que, si nous allions plus vite, nous compromettrions la croissance économique de notre région, ce que nous voulons justement éviter. Nous profitons des programmes sociaux, nous profitons des transferts.

Je reprends l'analogie qui a été faite plus tôt avec les poules. Si nous donnions les poules aux provinces, nous aurions un problème, car les poules ne sont pas toutes du même poids. La notion de partage est un trait essentiel du Canada.

**M. Leon E. Benoit (Végréville, Réf.):** Monsieur le Président, le député a mentionné qu'il est important que le gouvernement trouve le moyen de reprendre en main les finances du pays. Je le félicite pour cette remarque.

Lorsque nous examinons le budget libéral et que nous regardons où sont les principaux changements en ce qui concerne les paiements de transfert, voyons-nous une augmentation des transferts aux provinces? Non. Nous voyons une réduction d'au moins 4,5 milliards de dollars des transferts aux provinces. Voyons-nous une augmentation des transferts aux particuliers? Non. En fait, les transferts aux particuliers au moyen des programmes sociaux représentent la plus grande menace de ce budget libéral. Ces programmes ne sont pas viables parce qu'aucun objectif n'a été fixé pour l'élimination du déficit.

• (1155)

Le principal changement en ce qui concerne les transferts de deniers publics dans ce budget touche les transferts aux banquiers. Le député dit que le Canada doit reprendre en main ses finances, mais comment cela peut-il se faire lorsque le budget prévoit une augmentation de 12 milliards de dollars des transferts aux banquiers, dont certains sont des banquiers étrangers? En fait, un nombre sans cesse croissant de ces banquiers sont des étrangers.